

Comité monétaire et financier du Gabon

Le gouvernement maintient le taux de 4,2 % de croissance en 2015

I. M'B.

Libreville / Gabon

En dépit du contexte économique difficile, le comité monétaire et financier du Gabon pronostique sur des résultats économiques qui donnent espoir. Deux actions expliquent la santé des indicateurs : la gestion des finances publiques et les réformes structurelles.

LE Comité monétaire et financier du Gabon s'est tenu hier, au siège national de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) de Libreville. Y étaient réunis, les autorités monétaires et budgétaires, le gouverneur de la BEAC, les technocrates spécialistes de la macroéconomie et de la finance publique. Présidé par Régis Immongault, ministre de Développement durable, de l'Économie, de la Promotion des investissements et de la Prospective, ce comité mo-



Photo : Wilfried MBINAH

Régis Immongault, ministre de l'Économie (gauche) et Noël Mboumba (dr), ministre délégué au Budget lors du Comité monétaire et financier national.

nétaire et financier a permis de soupeser l'état des agrégats macroéconomiques et autres indicateurs de performances, à deux mois de la fin de l'exercice budgétaire 2015. Selon le ministre Immongault, les tendances économiques, au terme de ces assises, ne sont d'aucune surprise majeure pour le gouvernement et les observateurs avertis de la vie économique nationale. « Du côté du ministère de l'Économie, nous prévoyons une crois-

sance de 4,2 % en 2015. Mais, sur la croissance de l'économie gabonaise, la Banque centrale est plus optimiste que le gouvernement du Gabon. La Banque centrale table sur une croissance supérieure à la nôtre. Sur l'état d'esprit, le gouvernement préfère être un peu plus prudent, en s'alignant sur le taux de 4,2 % de croissance cette année », a expliqué le ministre Immongault. Cette prudence du gouvernement gabonais s'explique par



Photo : Wilfried MBINAH

Les hauts fonctionnaires de la macroéconomie et des finances publiques prenant part à la rencontre.

les difficultés liées au démarrage tardif du secteur bâtiment-travaux publics, et celles rencontrées au niveau de l'industrie du bois. Par ailleurs, le comité monétaire et financier du Gabon a observé aussi une réduction des crédits à l'économie, liée au contexte économique du moment. Par rapport à la situation extérieure, « le Gabon recule au niveau des avoirs extérieurs nets », a ajouté Régis Immongault. Mais c'est une

tendance que l'on observe (dans) la sous-région, compte tenu de la détérioration des termes de l'échange. (...) si l'on tient compte du taux de couverture de la monnaie, le Gabon est bien placé, parce qu'ayant un taux supérieur à la moyenne de la sous-région. » En définitive, a déclaré le ministre de l'Économie, « le Gabon s'en sort bien. Et il faut continuer dans cette dynamique ». Pour le ministre Immongault, cette performance,

malgré le contexte économique difficile, s'explique par le fait que le gouvernement a pris des mesures fortes pour limiter les frais de la crise financière découlant de la chute des prix du baril de pétrole.

« L'avantage, en ce qui concerne le Gabon, c'est que, dès que la crise a été constatée, le gouvernement a revu la voilure des dépenses étatiques. C'est ce qui permet aujourd'hui de contenir le déficit budgétaire. Dans le cadre de la Loi de finances rectificative, nous prévoyons un déficit de 4 %. Dans les tendances, on tend vers un déficit de 2 % », a-t-il commenté.

Par ailleurs, la situation du compte des opérations courantes présente une amélioration. D'où, l'idée de maintenir cette bonne dynamique, a-t-il dit. Et le membre du gouvernement de conclure qu'il n'y a pas de miracle. Deux mesures expliquent ces résultats : une gestion saine des finances publiques et une accélération des réformes structurelles.

Signature de convention entre le Gabon et la FAO

Près de 235 millions de francs à la disposition des éleveurs du Gabon

R.H.A

Libreville / Gabon

CRÉER des cordons de sécurité alimentaire autour des centres urbains au Gabon. Voilà l'un des objectifs que s'est assignés l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et agriculture (FAO), en lançant le projet dénommé « Appui à la promotion des petits élevages par un meilleur accès à l'aliment pour animaux au Gabon ».

D'un montant de 393 000 dollars (environ 235 800 000 francs cfa), ce projet, qui s'étendra sur une période de 16 mois, permettra, entre autres, à la direction générale de l'Élevage (DGE) et aux coopératives, de renforcer leurs capacités dans la production des aliments pour bétail, pour l'heure difficilement accessibles aux petits éleveurs. Commentant ce programme, Sanjung Sagnia, représentant par intérim de la FAO, a précisé que dans le cadre de ce projet, dont l'objectif est de créer des bases nécessaires pour valoriser le potentiel de production d'aliments pour



Photo : R.H.A

La FAO s'engage à soutenir le Gabon dans la production agricole via la signature de cet accord.

animaux au Gabon, l'organisme onusien appuiera directement la DGE, les coopératives et l'Office national des laboratoires agricoles (ONALA), afin d'identifier les différentes sources de matières premières, de les combiner adéquatement et d'en assurer la mise à disposition pour l'utilisation des éleveurs. Ceci, en assurant également la garantie de la qualité sanitaire et nutritionnelle pour les animaux. Par ailleurs, les partenaires cités pourront bénéficier de la mise en place d'un pro-

gramme de renforcement des capacités en production, d'analyse de la qualité et d'utilisation des aliments pour animaux. Ajoutant que ledit programme de renforcement des capacités inclura la revue du cadre alimentaire, la dynamisation des groupes de production, la vulgarisation des techniques de production, la collecte et le partage d'informations sur les sources ainsi que l'assurance de la qualité des aliments distribués aux animaux.

De son côté, Gabriel Ntchango, ministre d'État, ministre des

Pêches et de l'Élevage, a indiqué que ce projet contribuera efficacement à augmenter le taux de couverture des besoins de la population au plan national. « La DGE vous apportera un appui technique néces-

saire en déployant les agents de l'État dans les fermes », a-t-il promis.

À l'issue des 16 mois d'activité, plusieurs résultats sont attendus. Notamment la baisse des coûts de la viande

et de l'œuf, la formulation et la fabrication des aliments par les éleveurs, l'augmentation du nombre d'unités de production d'aliments et l'effectivité du laboratoire vétérinaire pour l'analyse des aliments.

Forum d'échanges sur l'agriculture

Le contour du business Graine sur le tapis

MZM

Libreville / Gabon

LE ministre du Développement durable, de l'Économie, de la Promotion des investissements et de la Prospective, Régis Immongault ouvre, ce matin, au stade de l'Amitié d'Angondjé, le forum d'échanges relatif au programme Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine). Ce conclut, entre autres, à apporter des améliorations et des ajustements sur les mécanismes et les processus dudit programme, afin d'atteindre de manière durable les objectifs que s'est assigné ce vaste programme agricole. Trois jours durant, toutes les parties prenantes

vont échanger et débattre sur les questions clés concernant la mise en œuvre de Graine, notamment sur les thématiques d'investissement, de commercialisation, juridique, environnementale et sociale.

Graine est un programme d'appui aux petites exploitations agricoles, afin d'assurer la sécurité alimentaire et développer un secteur agricole dynamique et compétitif au Gabon, tout en apportant un soutien au développement des zones rurales. Il a été lancé en décembre 2014 par le président de la République Ali Bongo Ondimba, et bénéficie de l'encadrement technique de la Société gabonaise de transformation agricole et de développement rural (Sotrader), née d'un partenariat public-privé conclu entre la République gabonaise et le groupe Olam international.

GAGNEZ DE LA VITESSE, PASSEZ À LA FIBRE OPTIQUE DE GABON TELECOM

-60% de réduction sur les frais d'accès

Jusqu'au 31 décembre 2015

L'avenir vous appartient

Connectez votre entreprise à l'Internet à très haut débit via la Fibre Optique. Gabon Telecom vous propose les frais d'installation à 1 000 000 F au lieu de 2 500 000 F. Offre valable jusqu'au 31 décembre 2015. Pour plus d'information appelez votre agence Grands Comptes au 06 73 04 02.

www.gabontelecom.gi
facebook.com/GabonTelecom
Info@gt 212 / 06 321 321